

Pris dans l'évolution

L'histoire de pêcheries traditionnelles dans les réserves marines du Yucatán montre l'influence des facteurs sociaux et économiques

26

Les 15 établissements humains situés le long des 365 km de côte de l'État du Yucatán au Mexique pratiquent une pêche traditionnelle depuis l'époque préhispanique. Les ports de pêche (Celestún, Dzilám de Bravo, San Felipe et Rio Lagartos...) conservent de solides traditions qui remontent à la nuit des temps. Puerto Progreso, Telchac et El Cuyo datent de l'époque coloniale et ont des liens forts avec l'exploitation des ressources terrestres. Les gens de ces communautés ont accumulé d'abondantes connaissances traditionnelles fondées sur l'expérience, donnant un nom maya aux diverses espèces de poissons et aux lieux de pêche, une pratique qui se perpétue parmi les jeunes pêcheurs d'aujourd'hui.

80 % des gens qui vivent de la pêche. Au Yucatán, la pêche fournit un revenu à plus de 15 000 familles, tout au long de l'année ou de façon saisonnière.

La grande époque de la pêche (quand l'origine, l'appartenance ethnique ou la couleur politique ne comptaient pas) se situe clairement entre les années 1970 et la fin des années 1990. L'exploitation de ce filon n'a pas enrichi tout le monde car il s'est produit plutôt une stratification économique et sociale des divers segments de la population locale en faveur des commerçants et intermédiaires présents dans la filière pêche. Une grande partie des gens de la pêche restent pauvres, en marge, sans aucun espoir d'acquérir un bateau ou un hors-bord, c'est-à-dire sans moyen de production.

Les critères de gestion fondés sur la biologie des espèces gardent un caractère prioritaire face aux réalités sociales, dans un contexte de conflits grandissants entre groupes et individus ayant une activité de pêche, le refrain classique étant « Il faut partager le gâteau avec ceux qui arrivent de plus en plus nombreux dans la pêche ».

Mais que dire des réserves marines ? Doivent-elles leur origine à des pêcheurs traditionnels, des armateurs, des gros commerçants, des intellectuels des villes ? Quand sont-elles apparues au Yucatán ? Combien y en a-t-il dans cette région ? Comment fonctionnent-elles ?

Aires protégées

Dans la zone côtière et marine du Yucatán, il y a cinq aires naturelles protégées, dont deux réserves de biosphère (Ria Lagartos et Ria Celestún, créées en 1979 en tant que refuges de la faune et classées comme réserves en 1997 et 2000 respectivement), et un parc marin (Récif d'Alacranes créé en 1994), sous administration fédérale. Deux des aires sont des réserves de l'État

Au Yucatán, la pêche fournit un revenu à plus de 15 000 familles, tout au long de l'année ou de façon saisonnière.

Au Yucatán, la pêche moderne est apparue au cours des années 1960 lorsque des programmes nationaux ont commencé à regarder vers la mer, en incluant des *campesinos* (paysans et travailleurs agricoles) dans les systèmes de gestion des pêches côtières. En même temps, l'État créait des coopératives qui traitaient des espèces à forte valeur marchande : langouste, crevette surtout. Au Yucatán, les pêcheurs traditionnels et les *campesinos* venus de l'intérieur commençaient à profiter des abondantes captures, qui apportaient nourriture et argent à une société de plus en plus attirée par la vie urbaine. Les communautés moyennes et petites commençaient à s'étoffer, encouragées par les opérations prometteuses de la pêche artisanale. Ce secteur continue à occuper

Cet article a été écrit par **Julia Fraga** (jfraga@mda.cinvesrav.mx), Département d'écologie humaine, Centre de recherche et d'études approfondies, Institut polytechnique national, Mérida, Mexique

du Yucatán (El Palmar et Dzilám de Bravo créées en 1989 et 1990 respectivement). Les réserves donnent en partie sur la mer, en partie sur la lagune. La population concernée n'a jamais été consultée lors de leur création : c'était un projet décidé d'en haut. La participation communautaire a fait son apparition avec des universitaires et des projets d'urgence d'Ong, les administrations fédérales et régionales s'impliquant de leur côté dans des programmes d'éducation à l'environnement. Cela a commencé vers 1997-1998 alors que les volumes de captures étaient faibles et que la pêche entraînait dans une période de stagnation.

Depuis ce temps, la participation communautaire a surtout concerné deux groupes de la population : les enfants et les producteurs de poissons. Ces derniers constituent le groupe cible pour les consultations portant sur les problèmes de la pêche et les façons de réduire l'effort de pêche.

Des difficultés se faisaient jour entre pêcheurs traditionnels (40% de la population totale de pêcheurs) et pêcheurs *campesinos* (60%). Cela a donné lieu à des débats entre universitaires et dans le public en général à propos de « ceux qui conservent » (les pêcheurs traditionnels) et « ceux qui ne conservent pas mais surexploitent » (les *campesinos* venus des terres).

Dans un tel contexte, y a-t-il encore des aires marines protégées (AMP) lancées par des initiatives locales qui continuent à fonctionner de façon satisfaisante ? La seule communauté de pêcheurs à avoir fait des progrès en matière de gestion traditionnelle de leurs pêcheries et créé une réserve marine sans l'intervention d'universitaires ou d'Ong est celle de San Felipe. En 1994, elle établissait une « écloserie naturelle de poissons » dans un périmètre de 30 km² à 5 km de la localité, en exploitant les conditions spéciales du lieu, c'est-à-dire une végétation subaquatique appelée *tzil* en maya.

Le succès de San Felipe a duré douze années de suite, puis ce fut la fin au cours de ces deux dernières années à cause de divers facteurs dont on parlera plus avant. La création de la réserve était due pour une grande part à l'expérience des vieux pêcheurs qui, en travaillant près de la côte, ont « découvert » des conditions écologiques qui permettaient (et permettent toujours malgré la persistance des ouragans) l'entrée et la reproduction de certaines espèces marines, notamment la langouste.

Le premier facteur de succès a été le fait que les pêcheurs de San Felipe avaient de solides relations avec *Les Pêcheurs unis de San Felipe*, une coopérative qui comptait 218 adhérents. Puis il y avait aussi la nature, le comportement, la personnalité des leaders pour qui les critères moraux, la confiance, le sens de la communication avaient leur importance, toutes choses héritées de leurs grands-parents. La coopérative faisait tous les événements dans la communauté, la vie sociale gravitait autour de cette institution, sur le plan politique mais surtout économique grâce à l'exportation de langoustes. La population était en contact avec la coopérative bien plus qu'avec l'administration municipale. La coopérative ne s'occupait pas seulement de la mer et des pêcheurs : son influence s'étendait à la vie, la santé et la religion des habitants, qu'ils fussent pêcheurs ou éleveurs de bétail. Elle élargissait les limites de la communauté et du cercle familial, à un moment où « la tragédie des biens communs » n'avait pas beaucoup d'importance.

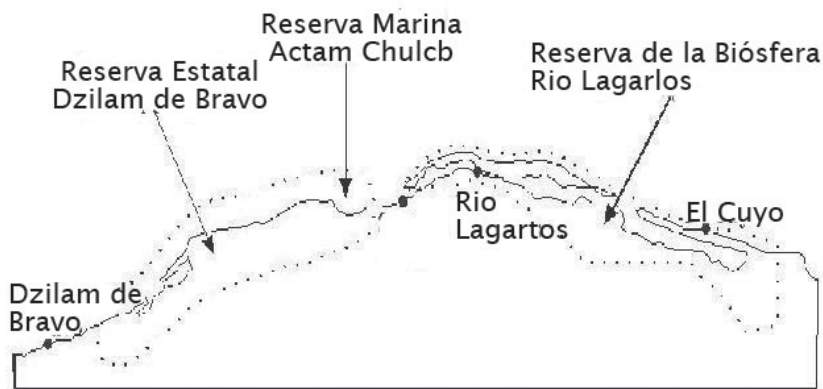
Comme on l'a dit plus haut, la réserve de Dzilám de Bravo était créée en 1990 par l'État du Yucatán et étendait sa juridiction jusqu'à la réserve municipale lancée par les pêcheurs de San Felipe. À cause du manque d'informations, de participation et de consultation avec les pêcheurs des deux localités (plus de 1 000 à Dzilám, environ 500 à San Felipe), les universitaires et l'Administration du Yucatán ignoraient cette initiative locale.

JULIA FRAGA



Eliseo, pêcheur dans la réserve marine de San Felipe. Les connaissances traditionnelles donnent parfois lieu à des initiatives qui peuvent faciliter la création et le fonctionnement d'aires protégées.

JULIA FRAGA



Sur le croquis du haut, San Felipe est matérialisé par un point noir

Les pêcheurs de San Felipe ont appris en 1998 seulement que leur réserve était située administrativement dans la réserve de Dzilám, au moment où la première Ong d'universitaires commençait son travail

À cause du manque d'informations, de participation et de consultation avec les pêcheurs, les universitaires et l'Administration du Yucatán ignoraient cette initiative locale.

dans ce secteur avec des financements du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). La découverte était tout à fait fortuite, disent-ils, car le cours de l'Ong qui portait sur la gestion de la langouste parlait aussi d'AMP. En 2002, un groupe universitaire entreprend une étude participative dans les deux secteurs. Ils invitent les pêcheurs traditionnels coopérateurs à débattre, en oubliant d'inviter les pêcheurs « libres », c'est-à-dire ceux qui n'étaient pas organisés officiellement en groupement. C'est là sans doute une de ces erreurs méthodologiques fréquentes

mais qui, dans le monde universitaire, sont reléguées dans une simple note de bas de page.

Qu'en est-il des règles communautaires qui s'appliquent à la réserve d'initiative locale ? Grâce à l'existence d'une solide coopérative, d'un conseil représentatif soutenu par la municipalité et de liens familiaux forts entre les leaders des deux partis locaux, les sanctions et les amendes étaient respectées depuis 1995, date à laquelle tous les pêcheurs associés signaient le règlement. L'existence de solides liens parentaux entre ceux qui géraient la vie quotidienne des habitants a, de toute évidence, contribué au succès.

Avec ce règlement communautaire, y a-t-il du braconnage ? La réponse est oui, et les coupables étaient identifiés depuis un certain temps. Eux aussi étaient apparentés mais « ils sortaient uniquement la nuit » et « avaient très peur ». La crainte d'enfreindre les règles et d'affronter les responsables de la coopérative a également contribué à la réussite. La coopérative avait organisé des surveillances de nuit avec des volontaires, motivés davantage par le souci de préserver la ressource que par une rémunération. Qui payait pour la surveillance ? La coopérative gérait des financements venant du PNUD, et elle avait même un fond interne pour l'achat de carburant. Les pêcheurs disent qu'en réalité, on ne dépensait pas grand-chose : « Nous faisons cela parce que nous savions que la réserve est une chose très importante, qu'il y a là beaucoup de poissons et de langoustes ».

La fin du succès

Les choses se sont gâtées à la fin de 2004, avec la division du pouvoir politique et l'arrivée de nouvelles personnes dans l'administration de la coopérative. De l'argent a été mal géré, des liens de parenté entre familles n'ont pas tenu, puis est venue une dégradation progressive de la gestion de la réserve, et ensuite un effondrement social en 2008 qui débouche sur des conflits et des agressions. Et cela coïncide avec une chute de la production de poissons et de mauvaises saisons pour la langouste et le poulpe, les deux principales espèces de San Felipe. Les pêcheurs de la localité voisine de Rio Lagartos, située à 10 km, notent que les gens de San Felipe « ont déjà abandonné leur réserve ». Pour l'administration municipale, cependant, une mauvaise saison sur la langouste ne peut justifier une invasion de

braconniers dans la réserve et le non respect des règles acceptées depuis des années.

Plusieurs explications ont été données sur l'effondrement de la réserve de San Felipe. Selon un certain nombre de pêcheurs coopérateurs interrogés en juin de cette année, « seulement 8 ou 10 bateaux ont pillé la réserve, ils ont tout nettoyé et maintenant on n'y peut rien ». D'autres pêcheurs de San Felipe se souviennent : « Quand on voyait les sommes que ces fraudeurs gagnaient, jusqu'à 15 000 pesos (1 500 dollars) dans une nuit, en prenant entre 700 et 1 000 kg, on se sentait trompés, désespérés, et personne pour nous aider, ni la coopérative, ni le gouvernement. Tout le monde s'est mis à faire de la pêche, et maintenant ça ne profite plus à tout le monde comme avant ».

Il est certain que l'éthique de la conservation et de la protection qui a prévalu plus de douze années de suite à San Felipe est confrontée à des facteurs humains contradictoires. En plus de cela, il y a la présence d'organismes extérieurs (universitaires, tourisme...) qui poursuivent leurs objectifs en ignorant les conséquences négatives du remplacement de la pêche en tant que source de subsistance et de revenus par des activités qui n'apportent pas d'avantages collectifs comme peut le faire la pêche.

Pour les gens de San Felipe, le véritable conflit a commencé au milieu de l'année 2007 quand, selon des pêcheurs interviewés vers le milieu de l'année 2008, « la surveillance de la réserve a été supprimée, et qu'on a donné de l'argent aux deux gardes de l'Association civile d'Actamchuleb pour se taire ». Mais surtout c'est parce que « la coopérative s'est coupée en deux lorsque sont survenus les problèmes de corruption, et suivant des clivages politiques : partisans du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et partisans du Parti d'action nationale (PAN) ». Et aussi parce que « cela coûte 48 000 dollars chaque année pour surveiller la réserve ».

Un pêcheur dit : « Pour nous, ce que nous sortons de la réserve, c'est peu de choses : 30, 40, 60 kg peut-être. Ceux qui ont plein de filets, 20 pièces qui font 1 km de long, ils peuvent prendre jusqu'à 1 000 kg dans une seule nuit... Les braconniers se concentrent sur la réserve. C'est très injuste... Je dis à mes amis : si je vous accuse, que va-t-il se passer ? Il y aura des bagarres, vous allez m'attaquer, et personne n'y peut rien. Voilà la situation ».

Dans un groupe de discussion en mai 2008, des pêcheurs disaient : « Nous reconnaissons que les avantages apportés par la réserve sont pour nous énormes, si on peut s'en occuper. Attraper les braconniers, ce serait très bien. Il faut quelqu'un de fort, quelqu'un du gouvernement fédéral peut-être pour nous aider, les autorités portuaires, la mairie, des groupes locaux influents, les pêcheurs eux-mêmes, la coopérative concernée... »

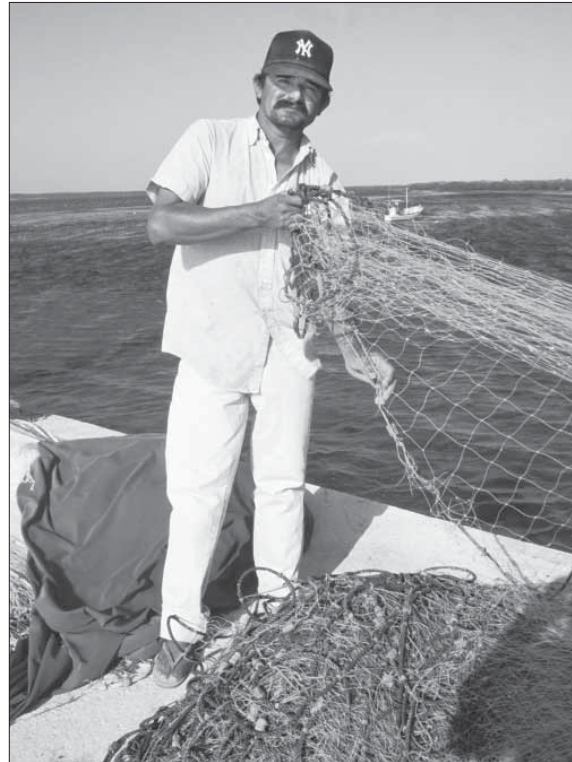
Surveillance ou pas

Un fraudeur de San Felipe impliqué dans le conflit disait lors d'un entretien en mai 2008 : « Bien sûr, je les soutiens dans la réserve, s'ils la surveillent 24 h sur 24 h. Sinon, je préfère en profiter et bosser comme un fou pendant 12 heures, et gagner évidemment plus que ceux qui vont y travailler normalement ».

Revenons aux facteurs de succès qui ont permis de protéger une zone de pêche pendant une douzaine d'années. Que sont devenus les vieux pêcheurs, les liens familiaux, les gens qui administraient la coopérative ? Qu'est devenue cette communauté de 1 800 personnes, ces quelque 500 pêcheurs qui étaient fiers de leur réserve marine ? Qu'est devenue l'Association civile d'Actamchuleb dont l'administrateur faisait pendant dix ans la liaison entre coopérative, pouvoirs publics et programmes de financement ? Pourquoi la réserve ne les intéresse plus ?

L'échec était en marche lorsque la coopérative s'est coupée en deux et que des considérations d'âge, d'origine, de nom et d'opinion politique ont semé la discorde. Et il n'y avait pas vraiment dans les groupes d'universitaires l'habitude de la recherche participative. Ils n'ont pas mis dans le coup la coopérative, la municipalité et la communauté pour leurs travaux, écartant de ce fait la motivation collective. C'était là un autre facteur d'échec.

Il faut aussi noter que l'Association civile d'Actamchuleb, incapable de travailler pour et avec la communauté, est devenue un simple relais de communication entre



Gerardo, pêcheur de San Felipe. Les pêcheurs mexicains connaissent les avantages des aires protégées mais ils aimeraient être soutenus par les autorités fédérales.

JULIA FRAGA



Bateau en ferro-ciment à San Felipe. L'avenir des réserves marines mexicaines semble lié à l'écotourisme.

se fait rare tandis qu'un nombre croissant de touristes visitent San Felipe pour voir et prendre du poisson. Qu'est-ce qu'on pourra leur montrer ? La réserve semble un bon choix. Au milieu de l'année 2009, il est prévu que plus de 100 voiliers français passeront par San Felipe. « Les Européens regardent maintenant dans notre direction, ils sont intéressés par nos plages », disent les pêcheurs.

Les motivations

La plupart des habitants, et surtout les pêcheurs, pensent qu'on ne peut désormais rien faire pour la réserve. Ce n'est plus un lieu de travail qu'on transmettra à sa descendance, comme on l'espérait au départ. Pour les braconniers c'est encore moins vrai parce que ce sont les propriétaires des hôtels qui profiteront de cette ressource. Pourquoi se casser la tête à vouloir protéger des espèces qui seront à la disposition des touristes amenés là, contre rémunération, par les hôteliers ?

L'Association civile d'Actamchuleb aura un rôle important à l'avenir parce que son directeur (un ancien pêcheur local) a beaucoup de contacts avec l'extérieur et a été formé pour cela. Il a obtenu une prorogation de cinq ans de l'accord, dont l'une des clauses fera de cette structure un collaborateur du gouvernement du Yucatán dans la gestion de ses aires naturelles protégées. Avec cette association qui fait donc partie du réseau d'écotourisme du Yucatán et qui traitera de problèmes plutôt extérieurs à la communauté au lieu de s'occuper comme avant de sa principale activité qui est la pêche, on saisit bien l'évolution des choses dans cette localité.

Le cas de San Felipe n'est peut-être pas unique. Il existe sans doute des situations semblables en diverses parties du monde où l'évolution vers des activités de service encouragée par des agences nationales et internationales s'inspirant des principes éthiques de l'écotourisme apporte localement des changements fondamentaux.

Certes, l'écotourisme n'est pas une mauvaise chose en soi. Mais il arrive malheureusement que les populations locales en souffrent parce qu'on ne s'occupe pas des ressources qui les font vivre et que les droits de propriété sur ces ressources sont fragiles. À long terme, on peut craindre que les pêcheurs soient dépossédés de la nourriture, de leurs plages et de leurs habitations sur la rive des cours d'eau ou le

le gouvernement et le programme régional du PNUD, afin d'obtenir un financement pour l'achat de carburant destiné aux opérations de surveillance de la réserve. Par ailleurs, le gouvernement du Yucatán ne dispose pas de ressources financières et humaines suffisantes pour mener à bien sa mission de protection de la biodiversité et des aires protégées. Et le changement de personnel tous les six ans apportait aussi des modifications au programme de travail.

Y a-t-il un avenir pour la réserve de San Felipe ? Cette petite réserve a été incluse administrativement dans le périmètre de la réserve de Dzilám de Bravo qui dépend de l'Administration du Yucatán. Son plan de gestion, publié en 2006, précise qu'il s'agit d'une sous-zone à utilisation spéciale, c'est-à-dire que sont autorisés des programmes de conservation, d'éducation à l'environnement, de tourisme alternatif, des activités d'utilisation qui ne peuvent altérer les capacités des écosystèmes à se régénérer.

D'un entretien de juillet 2008 avec la personne chargée de la protection des espaces naturels protégés dans l'Administration du Yucatán, il ressort qu'on souhaite bien un nouvel avenir pour la réserve municipale de San Felipe mais qu'on ne sait pas exactement comment procéder.


Cet avenir dépendra vraisemblablement du tourisme, et particulièrement de l'écotourisme, de la pêche récréative qui se répand dans le secteur, les pêcheurs devenant petit à petit prestataires de services pour cela. On constate curieusement deux évolutions inverses : le poisson diminue,

rivage de la mer. À San Felipe ils n'auront peut-être plus de réserve marine. Beaucoup dépendra de leur capacité à préserver, une fois de plus, leurs ressources. Comme ils disaient lors des entretiens de mai 2008, la difficulté pour eux c'est de décider du moment où ils arrêteront de pêcher pour aller protester devant les bureaux de l'Administration à Mérida, pour que le gouvernement vienne à leur aide sur la question de la réserve marine.

San Felipe a besoin de l'engagement de gens qui soient honorables, honnêtes, intelligents, bien formés et fiers de leur authentique capital social. Ce dont San Felipe a besoin, ni le gouvernement ni les universitaires ne sont capables ou désireux de leur donner : du temps et les moyens administratifs pour instaurer une gestion communautaire des ressources côtières. Il faudrait sans doute qu'une Ong s'installe dans le secteur sur une longue période pour remettre en état et renforcer à la fois le capital social et le capital naturel.

L'actuel président de l'administration municipale considère que l'Association civile d'Actamchuleb peut fort bien participer à une cogestion de la réserve en lien avec le

gouvernement du Yucatán. Les anciens responsables municipaux estimaient que l'Association était nécessaire mais qu'elle devait changer de responsable. Ce qui semble approprié et souhaitable, c'est une consultation participative générale et transparente pour analyser la situation, et qui prenne en considération non seulement le tourisme mais aussi les enfants et les jeunes de la région qui devront aller chercher du travail en dehors de leur communauté. On ne peut ignorer ni l'invasion de gens à la recherche d'espaces marins, de plages pour le loisir ni la transformation de ces lieux en emplois par la prestation de services divers. On ne peut fermer les yeux sur une société de plus en plus attirée par la ruralité maritime. Nous devons planifier l'avenir en tirant parti des conditions sociales existantes : liens de parenté directe, religion, solidarité, taille de la population urbaine.

La réserve marine de San Felipe avait rassemblé la communauté quand la pêche était mauvaise ; elle avait fourni à manger aux familles les plus nécessiteuses ; elle devrait encore les unir en d'autres temps difficiles, peut-être en combinant activités de pêche et tourisme léger. 

Pour plus d'information 

icsf.net/icsf2006/uploads/publications/monograph/pdf/english/issue_92/ALL.pdf

**Les aires côtières et marines
protégées au Mexique**